

**Qui sommes-nous ?**

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI) a été constitué lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) les 19, 20 et 21 novembre 2016 rassemblant des délégués de 28 pays.

● Le COI a été constitué sur la base du Manifeste de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, manifeste qui a reçu l'adhésion de militants ouvriers et de responsables d'organisations politiques et syndicales de 46 pays (\*)

- Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :
- Innocent Assogba (Bénin)
  - Alan Benjamin (États-Unis)
  - Colia Clark (États-Unis)
  - Constantin Cretan (Roumanie)
  - Berthony Dupont (Haïti)
  - Ney Ferreira (Brésil)
  - Daniel Gluckstein (France)
  - Rubina Jamil (Pakistan)
  - Apo Leung (Chine)
  - Gloria Gracida (Mexique)
  - M.A. Patil (Inde)
  - Mandlenkosi Phangwa (Azanie)
  - Klaus Schüller (Allemagne)
  - Jung Sikhwa (Corée)
  - John Sweeney (Grande-Bretagne)
  - Mark Vassilev (Russie)
  - Nambiath Vasudevan (Inde)

(\*) Afghanistan, Azanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Biélorussie, Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Mali, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Rwanda, Sénégal, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Zimbabwe.

**ÉTATS-UNIS**

**APPEL pour la libération de tous les prisonniers politiques en Algérie**

(actualisé le 8 août 2019)

Depuis près de six mois, dans tout le pays, les Algériens sont descendus par millions pour manifester dans la rue et exprimer leur profonde aspiration au changement en scandant : « *Système dégage ! Peuple souverain !* ». La mobilisation prenant de plus en plus d'ampleur, la répression s'est accentuée contre les militants de toute tendance politique.

Dans notre premier appel du 3 juin 2019 pour « la libération de tous les prisonniers politiques » [Cf la première liste de signataires ci-dessous], nous avons attiré l'attention sur le cas de trois victimes de la répression :

● **Kamel Eddine Fekhar**, militant pour la défense des droits du peuple mozabite (berbère) qui vit dans la région d'Algérie au nord du Sahara, décédé en détention le 28 mai après plus de cinquante jours de grève de la faim.

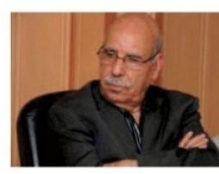
**Détenus politiques en Algérie**



Amokrane Challal



Guerfa Zakeia



Lakhdar Bouregaa



Messaoud Leftissi



Moulard Chatri



Nadir Filci



Said Benarab



Samira Messouci



Toufik Inzelmath

● **Hadj Ghermoul**, militant du Comité national de défense des droits des chômeurs, il fut le premier à brandir une pancarte qui où l'on pouvait lire : « *Non au cinquième mandat* [de Bouteflika] ! ». Il a été libéré le 20 juillet après avoir purgé une peine de six mois de prison.

● **Louisa Hanoune**, Secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), détenue dans le cadre de l'affaire impliquant Saïd Bouteflika (frère de l'ancien président), les généraux Toufik et Tartag. Arrêtée le 9 mai, elle est toujours en prison.

Il faut ajouter plusieurs dizaines de détenus politiques arrêtés depuis le 22 février, jour où le soulèvement massif a éclaté. Tous ces militants sont détenus sans procès, poursuivis pour « atteinte à l'unité nationale ». Citons :

● **Lakhdar Bouregâa**, 86 ans, ancien commandant de l'Armée de libération nationale pendant la révolution algérienne, il fut l'un des fondateurs du Front des forces socialistes (FFS). Il a été arrêté le 29 juin pour « outrage à corps constitués et atteinte au moral de l'armée ».

● **Messaoud Leftissi**, militant des droits de l'homme, arrêté pour avoir porté le drapeau amazigh (berbère) le 21 juin.

● **Samira Messouci**, conseillère municipale, élue du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), elle a été arrêtée le 28 juin pour avoir brandi le drapeau amazigh.

● **Saïd Benarab**, militant du FFS à Béjaïa, il a été l'objet d'un harcèlement incessant de la part de la police.

D'autre part, des dizaines de jeunes ont été arrêtés au hasard au cours de manifestations parce qu'ils portaient le drapeau berbère. L'un d'entre eux risque dix ans de prison [cf. photo jointe] simplement pour avoir porté un drapeau.

Il faut aussi citer deux autres cas :

● **Ahmed Baba-Nadjar**, le plus ancien prisonnier politique d'Algérie, arrêté à l'époque où il militait au FFS. En 2005, il a été, lors d'un procès truqué, condamné à l'emprisonnement à perpétuité pour un crime qu'il n'avait pas commis.

● **Salah Dabouz**, qui était l'avocat de Kamel Eddine Fekhar. Il n'est pas en prison. Il a entamé une grève de la faim pour protester contre un contrôle judiciaire qui l'oblige à se rendre trois fois par semaine à Ghardaïa, le forçant à des déplacements de plusieurs centaines de kilomètres chaque semaine. Il poursuit son combat pour la levée de la sanction et du contrôle judiciaire.

**Nous soussignés, militants ouvriers et d'organisations populaires aux États-Unis, exprimons notre solidarité au peuple algérien et demandons la libération immédiate de tous les emprisonnés politiques.**

**Appel lancé par Mya Shone, Alan Benjamin et Ralph Schoenman (au nom du journal The Organizer) et Colia Clark, Secrétaire du Judicial Violence Symposium, Harlem, New York**

## Première liste de signataires

(signatures à titre personnel)

**Baldemar Velasquez**, Président du Farm Labor Organizing Committee (AFL-CIO), Toledo, Ohio  
**Nancy Wohlforth**, Secrétaire-trésorière honoraire OPEIU, Washington, D.C.  
**Gene Bruskin**, NWU (UAW), Société des auteurs dramatiques Silver Spring, Maryland  
**Pam Africa**, Co-secrétaire de l'Association internationale de la Famille et des Amis de Mumia Abu-Jamal, Philadelphie, Pennsylvanie  
**Suzanne Ross**, Co-secrétaire de l'Association internationale de la Famille et des Amis de Mumia Abu-Jamal, Philadelphie, Pennsylvanie  
**Berthony Dupont**, Directeur de *Haïti Liberté*, Brooklyn, New York  
**Eddie Rosario**, Président de la section de la ville de New York de LCLAA, AFL-CIO, État de New York  
**Donna Dewitt**, Ancienne Présidente de AFL-CIO, Orangeburg, Caroline du Sud  
**Chris Silvera**, Secrétaire-trésorier de la section 808 du syndicat des Teamsters Long Island City, New York  
**Peter Olney**, Retraité, Responsable à l'Organisation de l'ILWU de San Francisco Californie.  
**Clarence Thomas**, Retraité, Ancien Secrétaire-Trésorier de la section 10 du syndicat, ILWU Oakland, Californie  
**Michael Eisenscher**, SolidarityINFOService, Oakland, Californie  
**Denis Mosgofian**, Retraité, ancien Président du syndicat des Teamsters GCC —, Local 4-N, San Francisco, Californie  
**Lou Wolf**, Co-fondateur et co-éditeur du magazine *CovertAction* Huntington, New York  
**Theresa El-Amin**, Directrice régionale du Réseau antiraciste du Sud, Columbus, Géorgie  
**Saladin Muhammad**, Assemblée des Travailleurs du Sud Rocky Mount, Caroline du Nord

**James Lafferty**, Directeur exécutif honoraire de la Guilde nationale des Avocats, Los Angeles, Californie  
**Alita Blanc**, Ancienne Présidente de United Educators of San Francisco (UESF), San Francisco, Californie  
**Kali Akuno**, Responsable à l'organisation de Cooperation Jackson, Mississippi  
**Bill Leumer**, Ancien Président de la section 565 de l'IAM de San Francisco, Californie  
**Jeff Mackler**, secrétaire national de Socialist Action, Oakland, Californie  
**Ron Dicks**, Retraité, Directeur régional de IFPTE — AFL-CIO, San Francisco, Californie  
**Tom Lacey**, Peace and Freedom Party de San Francisco, San Francisco, Californie  
**Al Rojas**, Vice Président de LCLAA, AFL-CIO de Sacramento, Californie  
**Millie Phillips**, Direction nationale de Labor Fightback Network, Berkeley, Californie  
**Eric Blanc**, Auteur de *Red State Revolt: Vague de Grèves enseignantes et Politique ouvrière*, New York  
**David Walters**, Retraité, section 1245 de IBEW Pacifica, Californie  
**Robert Irminger**, Président de l'Inland Boatmen's Union, ILWU, San Francisco, Californie  
**Steve Zeltzer**, Directeur du Labor Video Project, San Francisco, Californie  
**John Leslie**, Retraité, Section 187 du syndicat des charpentiers, Philadelphie, Pennsylvanie  
**Dan Kaplan**, Secrétaire exécutif de la section 1493 de l'AFT Berkeley, Californie  
**Hal Sutton**, Premier Vice Président du comité des travailleurs retraités de l'UAW de Floride du Sud Ouest, North Point, Floride  
**Lindsay Curtis**, Faculté Los Rios CFT,

Sacramento, Californie  
**Rodger Scott**, Ancien Président de la section 2121 de l'AFT San Francisco Californie  
**Timothy Stinson**, *Socialist Organizer*, Albany, Oregon  
**Mark Demming**, Guilde Nationale des Avocats, Oakland, Californie  
**Betty Davis**, Nouveau Mouvement abolitionniste, Brooklyn, New York  
**Ralph Poynter**, Organisation Lynne Stewart Brooklyn, New York  
**Marilyn Vogt-Downey**, Auteure et Militante, Brooklyn, New York  
**Fred Lonidier**, Professeur émérite, Retraité de UC/AFT, San Diego, Californie  
**Julian Kunnie**, Free Mumia Campaign, First Nations Enforcement Agency, Tucson, Arizona  
**Carole Seligman**, Co-éditrice de *Socialist Viewpoint*, San Francisco, Californie  
**Allan Fisher**, Ancien Président de la section 2121 de l'AFT San Francisco, Californie  
**Bruce Neuburger**, Ancien Président de la section 4681 du CFT, San Mateo, Californie  
**Howie Hawkins**, Camionneur Retraité, Green Party, Syracuse, New York  
**Marsha Feinland**, Peace and Freedom Party de Californie, Berkeley, Californie  
**David Walsh**, Ancien Président de l' International Association of Machinists , section 1089, Boston, Massachusetts)  
**Elizabeth Wright**, Professeur honoraire, Université d'État de San Francisco Californie  
**Bradley Wiedmaier**, Section 2015 du SEIU, Délégué au Conseil du Travail de San Francisco, Californie  
**C.T. Weber**, Président du comité législatif, Parti Paix et Liberté, Sacramento, Californie

## CHINE

« *La grève comme un moyen efficace d'imposer un changement social.* »

La parole à Ming Lam, responsable aux relations internationales de la Hong Kong Confederation of Trade-Unions (HKCTU)

La situation actuelle découle de la volonté du gouvernement de ne pas répondre aux revendications de la population, et notamment de ne pas retirer le projet de loi d'extradition. A partir de là, des citoyens ont appelé à l'organisation d'une nouvelle grève générale. Étant la plus importante confédération syndicale indépendante, l'HKCTU a totalement soutenu cet appel. Le 5 août, nous avons appelé tous nos syndicats et nos adhérents à organiser la grève.

Il y a eu 7 rassemblements : environ 350 000 travailleurs étaient en grève. 290 000 ont participé aux manifestations.

Le syndicat de l'aviation civile a organisé la grève. Plus de 200 vols ont été annulés. Les syndicats des services sociaux, des conducteurs

de bus, des enseignants, ont appelé à la grève. Comme celui des agents du métro. Sept des neuf lignes du métro de Hong Kong ont été paralysées par les actions des manifestants mais aussi des travailleurs en grève. Même le syndicat de Disneyland HK a réussi à provoquer des interruptions de services.

C'est la première grève politique depuis bien des années. Beaucoup de travailleurs du rang ont fait grève ou arrêté le travail. Et c'est un important succès. Cela a mis une pression importante sur le gouvernement qui a dû convoquer une conférence de presse dans l'après midi. La Bourse a perdu 5%. Cela a montré à tout le monde que non seulement la grève pouvait avoir un effet immédiat important mais surtout c'est une leçon pour le

peuple : la grève comme un moyen efficace d'imposer un changement social.

En Chine, en absence de liberté de la presse, la propagande s'efforce de faire croire qu'il s'agissait de manifestations pro-indépendance. Ce n'est tout simplement pas vrai. Bien sur qu'il y a des indépendantistes dans les manifestations. Mais les manifestations sont massivement pour le retrait du projet de loi d'extradition, pour les libertés civiles et les droits humains. Pour ce qui est du mouvement ouvrier chinois, la plupart des militants sont soit sous surveillance soit déjà arrêtés. Cela rend extrêmement difficile d'établir des liens. À Hong Kong, c'est toute une nouvelle génération qui s'est éveillée et veut faire entendre sa voix. ■